



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE  
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction des Actions  
Interministérielles

Urbanisme et Environnement  
3<sup>ème</sup> Bureau

S.A.R.L « RESOLVE »  
à Port-le-Grand  
Mise en demeure

51-5069

ARRÊTÉ du 10 juin 2004

Le préfet de la région Picardie  
Préfet de la Somme  
Officier de la Légion d'honneur

COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
Pour le préfet et par délégation :  
L'attaché, chef de bureau,

Marc COTTEAUX

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L 511-1 à 517 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié relatif à la protection de la nature ;

Vu le décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n° 87.279 du 16 avril 1987 pris pour application de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;

Vu le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 286,

Vu le récépissé de déclaration délivré au profit de M. Jean-Louis Berthe domicilié 19, rue du marais Bonhomme, à Maisnières (80220) concernant la création d'un plan d'eau de 5 575 m<sup>2</sup> sur le territoire de la commune de Port le Grand, parcelle cadastrée section A n°169 ;

Vu la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2510.3 ;

Vu le procès -verbal du 26 avril 2004 dressé à l'encontre de la S.A.R.L « RESOLVE » siège social : 25 rue Basse de la Bouvaque à Abbeville, pour extraction illicite de 7 400 tonnes de sables issus du plan d'eau sis à Port-le-Grand, au lieu-dit : « Quatrième Renclôture » parcelle cadastrée section A n° 169,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mai 2004,

Considérant que les travaux entrepris sur le site de Port le Grand, au lieu-dit « Quatrième Renclôture », parcelle cadastrée section A n°169 par la S.A.R.L « RESOLVE », siège social : 25 rue basse de la Bouvaque à Abbeville (80100) portent sur une superficie de 5575 m<sup>2</sup> et une quantité de matériaux d'environ 7 400 tonnes,

Considérant que les travaux susvisés constituent une exploitation de carrière au sens de la rubrique 2510.3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Considérant dans ces conditions que la S.A.R.L « RESOLVE » précitée a entrepris sans l'autorisation requise, l'exploitation d'une carrière de sable sur le territoire de la commune de Port le Grand, lieu-dit « Quatrième Renclôture », parcelle cadastrée section A n°169 ,

Considérant qu'il y a lieu de contraindre la S.A.R.L « RESOLVE » à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires susvisées,

Considérant qu'il y a lieu de recourir aux dispositions de l'article L 514-2. du code de l'environnement,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

## **- A R R Ê T E -**

### **ARTICLE 1 :**

La S.A.R.L « RESOLVE » siège social : 25 rue basse de la Bouvaque à Abbeville (80100) est mise en demeure, pour la carrière de sable qu'elle exploite à Port le Grand, au lieu-dit « Quatrième Renclôture », parcelle cadastrée section A n°169:

↳ **dès notification**, de cesser toute extraction,

↳ **sous délai de deux mois** :

- soit de régulariser la situation administrative de la carrière en déposant une demande de d'autorisation, conformément aux code de l'environnement,
- soit de remettre en état les terrains concernés par l'extraction, cette remise en état devant comprendre au minimum le talutage des berges du plan d'eau résiduel.

## Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions imposées par l'article 1 du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions pénales et administratives prévues par l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

La S.A.R.L « RESOLVE » est invitée à présenter au préfet les éventuelles observations qu'appelle de sa part la présente mise en demeure.

## Article 3 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514.6 du code de l'environnement.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet d'Abbeville, le maire de Port-le-Grand, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées et le lieutenant-colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A.R.L « RESOLVE ».

Amiens, le

10 JUIN 2004

Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale,

Marcelle PIERROT

